

NOS COMBATS NOS ACTIONS

Ensemble, continuons à faire entendre la voix des petites entreprises et à bâtir un avenir plus juste et plus solide pour notre économie locale.

Nos principaux combats pour 2025



Créer un environnement favorable aux entreprises de proximité en allégeant le coût du travail, en maîtrisant les impôts de production, en mettant fin à l'explosion des baux commerciaux et des charges (énergie, matières premières, normes et autres réglementations, telles que les ZFE)



Revenir à une fiscalité qui encourage l'envie d'entreprendre et d'investir localement et mettre fin aux pratiques de **suroptimisation fiscale abusives**



Contenir la dette publique (Etat et collectivités territoriales) en privilégiant **la baisse des dépenses**



Simplifier de manière concrète et pérenne **la vie des petites entreprises**



Réorienter l'apprentissage en rétablissant son objectif initial et **en orientant les financements vers les entreprises de moins de 50 salariés**



Prendre d'abord en compte les besoins les besoins des entreprises de proximité pour que les grandes orientations économiques et sociales soient élaborées en priorité selon leurs réalités



Réinventer le financement de la protection sociale afin de réduire le coût du travail, d'encourager la croissance et l'emploi et d'améliorer le pouvoir d'achat des Français, qu'ils soient salariés ou travailleurs indépendants

Nos actions et nos succès de 2024



Réforme des cotisations sociales des travailleurs indépendants : réduction de la part de CSG-CRDS, compensée par une hausse des cotisations d'assurance maladie et retraite, **permettant ainsi d'accroître la retraite des travailleurs indépendants à terme**



Accord sur les licenciements pour inaptitude professionnelle : mutualisation du coût des licenciements pour les salariés de plus de 55 ans, **afin d'en alléger la charge pour l'employeur**



Convention d'assurance chômage : retour des partenaires sociaux dans la définition des règles et **baisse des cotisations**



Apprentissage : retrait de la disposition gouvernementale **prévoyant de ramener à 4000€** (au lieu de 6000€) **l'accompagnement financier des entreprises** formant des apprentis, quel que soit leur taille



Plan de simplifications administratives : introduction du **test PME et du principe « dites-le nous une fois pour toutes »** afin d'éviter les charges administratives supplémentaires et améliorer les échanges entre administrations



Mobilisation pour la représentativité patronale : un appel à repenser les règles actuelles pour **éviter que les grandes entreprises ne dictent leurs intérêts aux TPE et des PME françaises**, soit 92% des entreprises du pays ([vidéo](#) du Président de l'U2P sur Youtube)

U2P
union 
des entreprises
 **de proximité**